



L'hôpital Nasser condamne la décision de MSF de suspendre partiellement ses services

Description

Alors que MSF a annoncé suspendre partiellement ses services à l'hôpital Nasser, un communiqué de l'établissement d'annonce une décision qui s'aligne sur la rhétorique israélienne utilisée pour justifier la destruction de système de santé à Gaza.

Par Jo Westphal pour l'Agence Média Palestine, le 16 février 2026



L'hôpital Nasser, situé près de Khan Younis à Gaza, a fermement condamné hier dans un communiqué la décision de l'organisation Médicins Sans Frontières (MSF) de suspendre ses opérations non-urgentes dans l'établissement.

Le veille en effet, l'ONG médicale caritative invoquait des failles de sécurité constituant une menace grave pour ses équipes et ses patient-es, alléguant la présence d'hommes

armées et d'armes dans ses locaux pour expliquer cette suspension. Des accusations que l'hôpital Nasser qualifie de fausses, sans fondement et trompeuses, ajoutant qu'elles représentent un risque grave pour un établissement médical civil protégé.

Quelle neutralité ?

Dans son communiqué publié dimanche, l'hôpital Nasser explique l'augmentation du nombre d'hommes armés par la présence de policiers civils chargés de protéger les patientes et le personnel. La direction ajoute que les allégations de MSF déforment les faits et reprennent les arguments historiquement utilisés pour justifier les attaques israéliennes contre les hôpitaux, malgré une transparence totale et des clarifications répétées.

De tels communiqués ne sont pas neutres. Ils mettent en danger le complexe hospitalier Nasser, qui reçoit plus d'un million de civils, en sapant son statut protégé en vertu du droit international humanitaire. MSF contribue à créer un consensus en faveur des attaques contre l'hôpital.

De fait, la réaction israélienne ne s'est pas faite attendre : sur son compte officiel X, l'armée israélienne [salue la décision de MSF](#) et la reprend son compte pour dénoncer l'utilisation cynique par les organisations terroristes de Gaza des hôpitaux et des refuges humanitaires comme boucliers humains pour dissimuler leurs activités terroristes.

L'armée israélienne affirme ensuite disposer de renseignements indiquant que l'hôpital Nasser est utilisé comme quartier général et poste militaire par les hauts commandants et les agents du Hamas dans le sud de Gaza. Elle conclut en qualifiant la décision de MSF de preuve supplémentaire qui renforce la nécessité du désarmement de l'organisation terroriste Hamas.

Permis de tuer

Cette déclaration israélienne laisse craindre de potentielles attaques sur l'hôpital Nasser, un des derniers opérant dans l'enclave palestinienne, traitant chaque jour des centaines de patientes.

Le rhétorique israélienne des boucliers humains pour justifier ses attaques contre les hôpitaux a été condamnée de nombreuses reprises par la communauté internationale, qui y dénonce une volonté de destruction du système de santé.

Une [commission d'enquête indépendante des Nations unies](#) sur les dommages causés aux infrastructures sanitaires de la bande de Gaza, publiée en septembre 2024, a conclu que les actions d'Israël s'inscrivent dans une politique de libération qui constitue un crime contre l'humanité, y compris sous la forme d'extermination et de torture. Les auteurs du rapport ont trouvé aucun fondement à la plupart des affirmations d'Israël concernant l'utilisation militaire des hôpitaux par le Hamas.

Malgré ces condamnations, l'armée israélienne a poursuivi ses attaques, assassinant au cours des 24 derniers mois plus de 1 700 travailleuses du secteur médical. 22 hôpitaux sont entièrement hors-service, et les autres fonctionnent au ralenti en raison des dommages et destructions partielles de leurs bâtiments et des restrictions imposées par le siège israélien.

Dans sa dernière attaque dévastatrice contre la santé des Palestiniens, l'armée israélienne a annoncé le mois dernier la suspension des autorisations d'entrée à Gaza de 37 ONGs, dont MSF, pour avoir refusé de communiquer des informations sur leurs employés palestiniens. Là encore, la rhétorique de la « lutte contre le terrorisme » est utilisée, alors que ces décisions représentent une punition collective infligée à l'ensemble des habitants de Gaza.

Un État d'extrême urgence

« La bande de Gaza est dans un état d'urgence extrême et prolongé résultant d'attaques systématiques contre des institutions civiles », rappelle l'hôpital Nasser dans son communiqué. « Dans ces conditions, des actions illégales isolées menées par des individus et des groupes incontrôlés ont eu lieu dans toute la société, y compris des tentatives par certains de porter des armes. »

Le complexe hospitalier affirme être lui-même victime d'attaques et de menaces, et avoir fait appel à la police civile « en totale conformité avec le droit national et les normes internationales », avant d'exiger que MSF retire immédiatement toutes les allégations concernant la présence d'armes ou d'hommes armés et d'affirmer publiquement son engagement en faveur de la neutralité médicale fondée sur des faits vérifiés.

Ces déclarations interviennent alors que l'armée israélienne poursuit sans relâche sa campagne génocidaire, en violation flagrante de l'accord de cessez-le-feu conclu en octobre 2025. Au moins 11 Palestiniens ont été assassinés par Israël au cours des dernières 24 heures à Gaza.

date créée
2026/02/16